



**VILLE DE COMBOURG**  
(Ille et Vilaine)

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Pour l'an deux mille dix, où est écrit ce qui suit : Séance publique du  
**7 Avril 2010**, à 20 heures, en vertu des articles L 2121-7 et suivants du Code Général des  
Collectivités Territoriales.

Nombre de Conseillers en exercice	:	29
Nombre de pouvoirs	:	4
Nombre de Conseillers présents	:	23
Quorum	:	15

Date de convocation et d'affichage	:	1 <sup>er</sup> Avril 2010
Date d'affichage du compte-rendu	:	9 Avril 2010

\*\*\*\*\*

**Etaient présents** : M. Joël LE BESCO, Maire, M. Joël HAMELIN, Mme Yolande GIROUX, Mme Monique DAUCE, Mme Marylène QUEVERT, M. Michel LEBRET, Mme Marie-Renée GINGAT, M. André BADIGNON, Adjoints, M. Marcel FOUQUET, M. Alain COCHARD, Mme Pierrette HUET, M. François LARCHER, Mme Joëlle COLLIN, M. Jean DENOUAL, M. Jean-Luc LEGRAND, Mme Odile DELAHAIS, Mme Annie CHAMPAGNAY, Mme Isabelle MOREL, Mme Maryline LEFOUL, Mme Marie-Thérèse SAUVÉE, Mme Roselyne MARCHAND, Mme Michèle BEAUDOUIN ; M. Joël DESVAUX

**Absents excusés** : M. Bertrand HIGNARD ; M. Henri NOËL ; Mme Magali TREMORIN ; M. Johan THEURET,

**Absents non excusés** : M. Bruno TREMAUDAN ; M. Loïc PETITPAS

**Pouvoirs** : M. HIGNARD à M. LE BESCO ; M. NOEL à Mme GIROUX ; Mme TREMORIN à Mme DAUCE ; M. THEURET à Mme BEAUDOUIN

\*\*\*\*\*

**Président de séance** : M. Joël LE BESCO, Maire  
**Secrétaire de séance** : Mme Odile DELAHAIS, Conseillère Municipale

Après avoir constaté que le quorum est atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance et  
passe à l'ordre du jour.

### **Rappel de l'Ordre du jour :**

- 10-35) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
- 10-36) Communauté de Communes – Modification des statuts – Elargissement de la compétence « Aménagement de l'Espace »
- 10-37) Syndicat Départemental d'Energie 35 – Désignation d'un délégué
- 10-38) Remplacement de Mme Chevalier dans diverses commissions municipales et autres organismes
- 10-39) Cession à la Commune par l'Association Clément Emile Roques d'une partie de la parcelle AD n° 511 en rive du Lac Tranquille
- 10-40) Prime de service et de rendement (Filière technique)
- 10-41) Subventions communales – Exercice 2010
- 10-42) Taxe d'habitation – Taxe sur le foncier bâti et non bâti – Année 2010
- 10-43) Budget primitif de l'exercice 2010 – Ville
- 10-44) Budget primitif de l'exercice 2010 – Camping du Vieux Châtel
- 10-45) Budget primitif de l'exercice 2010 – Lotissement de la Gare
- 10-46) Budget primitif de l'exercice 2010 – Service des eaux
- 10-47) Budget primitif de l'exercice 2010 – Service de l'Assainissement
- 10-48) Téléphonie mobile – Antenne Bouygues Telecom – Avenant à la convention
- 10-49) Travaux de renouvellement et d'effacement des réseaux – Lot n° 1 – Avenant n° 1
- 10-50) Travaux de renouvellement et d'effacement des réseaux – Lot n° 1 – Avenant n° 2
- 10-51) Achat de mobilier pour de nouveaux locaux scolaires – Avenue des Cytises – Dotation Globale d'Equipement des Communes – Exercice 2010
- 10-52) Equipements de sécurité suite à des travaux de voirie – Avenue de la Libération – Dotation Globale d'Equipement des Communes – Exercice 2010
- 10-53) Office du Tourisme – Bilan annuel 2009
- 10-54) Mise à disposition d'un véhicule publicitaire
- 10-55) Programme voirie 2010 – Secteurs en régie – Validation du projet - APD et DCE
- 10-56) Compte-rendu des marchés signés par le Maire dans le cadre de la délégation relative aux MAPA – Article 28 du Code des marchés publics
- 10-57) Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (6° et 15° alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales
- 10-58) Questions orales (2° trimestre)

---

### **10-35) ELECTION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE ET APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA PRECEDENTE REUNION.**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO fait procéder à l'élection d'un secrétaire de séance.

Madame Odile DELAHAIS, sur proposition du Maire, est élue à l'unanimité des membres présents et représentés.

Ensuite, le procès-verbal de la dernière réunion, dont un exemplaire a été adressé à chaque Conseiller Municipal, est soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Le procès-verbal de la séance du 24 Février 2010 est approuvé à l'unanimité des membres présents et représentés.

**10-36) COMMUNAUTE DE COMMUNES – MODIFICATION DES STATUTS – ELARGISSEMENT DE LA COMPETENCE « AMENAGEMENT DE L'ESPACE »**  
Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO expose au Conseil Municipal que, par délibération n° 17.2010, du 25 février 2010, le Conseil Communautaire a approuvé le projet de modification des statuts de la Communauté de Communes en élargissant la compétence «Aménagement de l'Espace » de la Communauté de Communes.

En effet, à l'issue de l'étude conduite à l'échelle du Pays de Saint-Malo, une proposition de création de périmètres de ZDE sur le territoire de la Bretagne Romantique a été adressée à la Communauté de Communes.

La procédure de validation de ce projet tient en plusieurs étapes dont la possibilité pour **la Communauté de Communes** de proposer la création des ZDE en Préfecture. A ce titre, la Communauté doit en acquérir la compétence. Il y a donc nécessité de modifier les statuts. L'intérêt de cette compétence permet d'avoir une vision d'ensemble des zones de développement éolien à l'échelle du territoire (secteurs, puissances) et de centraliser les échanges entre les communes et la Préfecture (dépôt de dossier et retour de la Préfecture).

C'est pourquoi, le Conseil communautaire a décidé, en séance du 25 février 2010 et ce à l'unanimité des membres présents, **d'intégrer la compétence** suivante :  
*« Définition sur le territoire de la Communauté de Communes des zones de développement de l'éolien sur la base du schéma de développement de l'éolien élaboré par le Syndicat mixte de Pays de Saint-Malo et dépôt en Préfecture du dossier de proposition de création de ces zones »*

Aussi selon l'article L.5211-5 du CGCT, il est nécessaire, pour valider la décision du Conseil communautaire, que les Conseils municipaux des communes membres approuvent cette modification statutaire à la majorité qualifiée dans les conditions fixées au 1<sup>er</sup> alinéa du II de l'article L.5211-5.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal d'en délibérer.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le **Conseil municipal**, à l'unanimité des membres présents et représentés :

**Vu** la Loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**Vu** la circulaire du 15 septembre 2004 relative aux nouvelles dispositions concernant l'intercommunalité introduites par la loi « liberté et responsabilités locales » ;

**Vu** l'article L.5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** la délibération n°17.2010 du Conseil communautaire en séance du 25 février 2010 ;

### **DECIDE**

**D'INTEGRER** dans les statuts de la Communauté de communes la compétence :  
**« Définition sur le territoire de la Communauté de Communes des zones de développement de l'éolien sur la base du schéma de développement de l'éolien élaboré par le Syndicat mixte de Pays de Saint-Malo et dépôt en Préfecture du dossier de proposition de création de ces zones »**

### **10-37) SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35 – DESIGNATION D'UN DELEGUE**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle que, par délibération n° 09-142 en date du 28 Septembre 2009, le Conseil Municipal avait décidé d'adhérer au Syndicat Départemental d'Energie 35 et d'en approuver les statuts.

A ce jour, il y a lieu de désigner des délégués communaux au sein de cette structure, chaque commune devant désigner un représentant titulaire par tranche de 20 000 habitants ou fraction de 20 000 habitants.

Monsieur le Maire précise que l'article L 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit un vote à scrutin secret lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou une présentation. Néanmoins, le Conseil Municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret.

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, se prononce en faveur de vote à main levée pour la désignation de ce délégué.

Monsieur LE BESCO propose donc au Conseil Municipal de procéder à cette désignation.

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **DESIGNE Monsieur Joël HAMELIN** en qualité de représentant titulaire.

## **10-38) REMPLACEMENT DE Mme CHEVALIER DANS DIVERSES COMMISSIONS MUNICIPALES ET AUTRES ORGANISMES**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Madame Maryvonne CHEVALIER ayant démissionné du Conseil Municipal, elle a été remplacée par Monsieur Joël DESVAUX depuis le 25 Janvier 2010.

Il est proposé au Conseil Municipal de procéder au remplacement de Madame CHEVALIER dans les commissions dans lesquelles elle siégeait, d'une part, et dans les organismes où elle avait été désignée en qualité de déléguée, à savoir :

### **a) commissions municipales**

- la commission « Affaires sociales »
- la sous-commission « Enfance-Enseignement-Culture »
- la sous-commission « Communication »
- la commission « Jeunesse et Sport »
- 

### **b) organismes divers**

- Communauté de Communes – déléguée suppléante
- SIGeP – Déléguée suppléante
- Lycée FR de Chateaubriand – Déléguée suppléante
- Comité de Jumelage

Avant de procéder à ce vote, Monsieur le Maire rappelle que l'article L 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit un vote à scrutin secret lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou une présentation. Néanmoins, le Conseil Municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret.

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, se prononce en faveur du vote à main levée pour la désignation de ces membres.

Monsieur LE BESCO invite alors le Conseil Municipal à procéder à la désignation desdits membres.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, DESIGNER les conseillers municipaux suivants :

### **a) commissions municipales**

- commission « Affaires sociales » : M. Joël HAMELIN
- sous-commission « Enfance-Enseignement-Culture » : Mme Odile DELAHAIS
- sous-commission « Communication » : Mme Odile DELAHAIS
- commission « Jeunesse et Sport » : M. Joël DESVAUX

b) organismes divers

- Communauté de Communes – déléguée suppléante : Mme Marylène QUEVERT
- SIGeP – Délégué suppléant : M. Joël DESVAUX
- Lycée FR de Chateaubriand – Déléguée suppléante : Mme Isabelle MOREL
- Comité de Jumelage : M. Joël DESVAUX

**10-39) CESSION A LA COMMUNE PAR L'ASSOCIATION CLEMENT EMILE ROQUES D'UNE PARTIE DE LA PARCELLE AD n° 511 EN RIVE DU LAC TRANQUILLE**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO informe le Conseil Municipal que, dans le cadre de l'aménagement du circuit piétonnier autour du Lac Tranquille, l'Association Clément Emile Roques, propriétaire de l'école Sainte Anne, a donné son accord pour l'acquisition, par la Commune, d'une bande de terrain d'une largeur de 5 mètres sur la bordure sud de la parcelle cadastrée section AD n° 511.

Cette cession serait consentie en contrepartie de l'aménagement d'une clôture par la Commune en bordure du passage, d'une part (sud) et de la parcelle cadastrée section AD ° 687, d'autre part (ouest).

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal :

- de décider l'acquisition d'une bande de terrain de 5 mètres de largeur au sud de la parcelle cadastrée section AD n° 511, en vue de l'aménagement d'un circuit piétonnier, auprès de l'Association Clément Emile Roques en contrepartie de l'aménagement d'une clôture par la Commune en bordure du passage d'une part (sud) et de la parcelle cadastrée section AD ° 687, d'autre part (ouest).
- De confier les travaux d'arpentage au Cabinet LETERTRE, Géomètre à Dol de Bretagne
- De confier la rédaction de l'acte à la SCP Notariale PRIOL-LACOURT, 1 Boulevard du Mail à Combours
- De donner pouvoir au Maire pour signer tous les actes à intervenir pour le règlement de ce dossier.
- D'inscrire au budget les frais liés à cette acquisition (clôture, frais de géomètre et de notaire)

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE les propositions ci-dessus et DONNE POUVOIR au Maire pour signer tous les actes à intervenir concernant ce dossier.

#### **10-40) PRIME DE SERVICE ET DE RENDEMENT (Filière Technique)**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO informe le Conseil Municipal que, par délibération en date du 5 Juin 2000, le Conseil Municipal avait décidé le maintien de la prime de service et de rendement pour le cadre d'emploi des techniciens.

Le décret n° 2009-1558 du 15 décembre 2009 modifie le mode de calcul de la prime de service et de rendement et ce à compter du 17 décembre 2009.

La prime est désormais fixée en montant et non plus en pourcentage du traitement brut moyen du grade (proratisée selon le temps de travail).

<b>Grade</b>	<b>Taux annuel de base</b>	<b>Montant maximum annuel</b>
Technicien Supérieur	1010 €	2020 €
Technicien Supérieur Chef	1400 €	2800 €

Le montant individuel de la prime de service et de rendement ne peut excéder le double du taux annuel de base. Les critères d'attribution individuelle sont fixés par l'autorité territoriale de la collectivité en fonction :

- des responsabilités, sujétions spéciales liées à l'emploi occupé
- de la qualité des services rendus

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal d'autoriser le versement aux agents concernés de la prime de service et de rendement selon les nouvelles modalités réglementaires énoncées ci-dessus et d'autoriser le Maire à en octroyer le taux par arrêté municipal.

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

#### **10-41) SUBVENTIONS COMMUNALES – Exercice 2010**

Rapporteur : Mme GIROUX, 2<sup>ème</sup> Adjointe.

Madame GIROUX, après étude par les commissions concernées, propose au Conseil Municipal l'attribution des subventions communales telles qu'elles figurent ci-après.

Au préalable, il est précisé que le vote s'effectuera par type de subvention..

## **ASSOCIATIONS SPORTIVES**

	<b>2009</b>	<b>2010</b>
Amicale Cyclotouriste Combourgeoise	258	259
Amicale Cyclotouriste Combourgeoise (subvention exceptionnelle organisation de courses)	1 442*	1449*
Association « la Chateaubriand » (basket :2027 <sup>1</sup> /hand-ball :546/muscu :267/danse bretonne :128)	2 638	2 968
Associations « La Jeunesse Combourgeoise »	3 087	2 721
Badminton	255	240
Judo-Club Combourgeois	335	0
Volley Indépendant Club	1 214	1 188
Association Communale de Chasse	335	337
Gymnastique Volontaire du Linon	217	218
Gym Bien être	217	218
Club Municipal de Natation	585	0
Office Cantonal des Sports	5 351	5 401
Combours Suba	110	111
Hockey	128	129
Pêcheurs de la Dore	76	76
Amicale Bouliste Combourgeoise	76	76
U.S.L	103	104
Combours Athlétisme	697	700
Sapeurs Pompiers « section sportive »	623	623
Karaté	595	583
Jog Loisirs	87	159
Tennis Club du Châtel	372	374
Rugby	0	492
<b>Sous-Total</b>	<b>19 559</b>	<b>18 426</b>

*\*ces subventions ne seront versées qu'après réalisation et sur présentation des justificatifs de dépenses*

Madame SAUVÉE intervient sur ce point et trouverait intéressant de tenir compte du fonds de réserve des associations dans les critères d'attribution de ces subventions, « l'idée étant d'apporter à chacun au plus juste de ses besoins »

Monsieur BADIGNON explique pour sa part qu'il a été tenu compte des attributions qui sont faites dans les communes extérieures : « on a voulu également encourager le bénévolat et privilégier, l'occupation des jeunes ».

Le Conseil Municipal (à l'exception de Mme GINGAT, M. BADIGNON, M. COCHARD qui se sont retirés pour ce vote), à l'unanimité des membres présents et représentés, DECIDE d'attribuer les subventions aux associations sportives communales telles que proposées ci-dessus.



## **ASSOCIATIONS CULTURELLES ET DE LOISIRS**

Club de la Gaieté	370	372
Centre Culturel de loisirs de Combours		
Fonctionnement	1 200	1 200
*Carnaval	513*	520*
* Printemps	1 150*	1 160*
* Festival Etonnant Romantique	4 600*	4 620*
Cinéma Chateaubriand	1 000	1 000
Chorale Paroissiale Ste Cécile	0	0
Colombe Comboursgeoise	76	76
Amis de la Belote	67	67
Comité de Jumelage		
Fonctionnement	1 300	1 000
Office de tourisme		
Fête de la lanterne	8 000*	8 000*
Fête de la musique	0	0
Floréales	0	1 500
L'Orchestre de Bretagne	100	100
Orchestre Universitaire de Bretagne	0	0
Comité des fêtes		
Fête de la musique	4 000	4 000 <sup>2</sup>
Animation de Noël	500	500

**Sous-Total                    25 908            24 115**

- *\*ces subventions ne seront versées qu'après réalisation et sur présentation des justificatifs de dépenses*
- *<sup>2</sup> cette subvention ne sera versée que si la manifestation se déroule sur le domaine public*

La même remarque que pour les associations sportives étant formulée par Madame SAUVÉE, Madame QUEVERT intervient pour préciser que les associations ont fait des demandes responsables, que les augmentations consenties sont peu sensibles et qu'il convient de souligner que les associations ont un rôle difficile et important en cette période de crise.

Le Conseil Municipal (à l'exception de Mme GINGAT et de M. COCHARD qui se sont retirés pour ce vote), à l'unanimité des membres présents et représentés, DECIDE

d'attribuer les subventions aux associations culturelles et de loisirs telles que proposées ci-dessus.

### **ASSOCIATIONS SCOLAIRES**

#### **1) Subventions aux associations de Parents d'élèves**

- Ecole primaire publique		
- 1,82 € par élève X 441	768	802
- Ecole Primaire Sainte Anne		
- 1,82 € par élève X 341	546	620
- Collège Public FR Chateaubriand (FCPE)	87	88
- Collège Privé Saint-Gilduin	87	88

#### **2) Subventions scolaires à caractère social**

Collège FR de Chateaubriand	1 482	1583
Collège Saint Gilduin	988	758

#### **3) Subventions aide aux devoirs**

Aide aux devoirs	106	0
------------------	-----	---

<b>Sous-Total</b>	<b>4 064</b>	<b>3 939</b>
-------------------	--------------	--------------

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, DECIDE d'attribuer les subventions aux associations scolaires telles que proposées ci-dessus.

### **ASSOCIATIONS PATRIOTIQUES**

Association des Anciens Combattants et Anciens Prisonniers	471	475
Subvention musique (3 x 130 €)	327*	390*
Médaillés Militaires	103	104
<b>Sous-Total</b>	<b>901</b>	<b>969</b>

\* participation 130 € par prestation exécutée (8 mai, 14 juillet, 11 novembre)

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, DECIDE d'attribuer les subventions aux associations patriotiques telles que proposées ci-dessus.

### **ASSOCIATIONS A CARACTERE SOCIAL**

Croix Rouge Française	73	73
Amicale des Donneurs de Sang	275	275
Association des Handicapés Valides	237	0
La Ligue contre le Cancer	72	73
Association des Pupilles de l'Enseignement Public	108	110
Association des Assistantes Maternelles	83	0
Association des Veuves Civiles	140	140
La Croix d'or	127	128
Les Restos du Cœur	521	521
Secours Populaire Français	47	0
Repas des Aînés	1 296	1 308
Accidentés du Travail (F.N.A.T.H)	72	72
Papillons Blancs	359	362
Les Décorés du Travail	69	69
ADFI (association pour la défense des Familles et de l'individu)	45	0
Rencontre Amitié Cancer	44	0
Association « les petits petons »	200	0

**Sous-Total    3 768                    3 131**

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, DECIDE d'attribuer les subventions aux associations à caractère social telles que proposées ci-dessus.

### **AUTRES ASSOCIATIONS OU ORGANISMES**

Amicale du Personnel de la Ville de Combourg	3 190	3 222
Comice Agricole (5401 hbts en 2010)	3 746	3 781
Prévention routière	92	92
Anciens Pompiers	1 000	500

**Sous-Total    8 028                    7 595**

**FONDS DE RESERVE GLOBAL                    680                    3 825**

Formant un **TOTAL GENERAL de    63 000                    62 000**

(Certaines associations n'ont pas été dotées de subvention à ce jour, leur dossier de demande n'ayant pas été déposé ou n'étant pas conforme à la nouvelle réglementation concernant les associations).

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, DECIDE d'attribuer ces subventions telles que proposées ci-dessus.

#### **10-42) TAXE D'HABITATION- TAXE SUR LE FONCIER BATI ET NON BATI - ANNEE 2010 -**

Rapporteurs : M. LE BESCO, Maire et Mme GIROUX, 2<sup>ème</sup> Adjointe.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de ne pas augmenter les taux de la taxe d'habitation, de la taxe sur le foncier bâti et celle sur le foncier non bâti.

En maintenant ces taux, le montant des contributions directes 2010 sera de 1 725 047 € (1 670 332 €) pour 2009 soit une progression de 3.28 %.

#### **Rappel des Taux :**

Taxe d'habitation :	17,51 %
Taxe Foncier Bâti :	18,14 %
Taxe Foncier Non Bâti :	52,90 %

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO et de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE la proposition ci-dessus, à savoir le maintien des taux des taxes locales.

#### **10-43) BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE 2010 – (Ville)**

Rapporteurs : M. LE BESCO, Maire et Mme GIROUX, 2<sup>ème</sup> Adjointe.

#### **A) Budget Primitif de la Ville**

Le budget primitif de la Ville établi par la Municipalité, après étude par la commission des finances et le débat d'orientations générales du budget, est présenté au Conseil Municipal.

Le Budget Primitif de la ville se résume de la façon suivante :

Dépenses de Fonctionnement :	4 884 472 €
Dépenses d'Investissement :	4 954 450 €

Soit un total de	9 838 922 €
------------------	-------------

Ces dépenses sont couvertes en partie par les recettes suivantes :

Recettes de Fonctionnement : (hors contributions directes)	3 159 425 €
---	-------------

Recettes d'Investissement : (hors emprunt)	3 350 146 €
---	-------------

L'équilibre du budget s'effectue à l'aide :

- des contributions directes pour :	1 725 047 €
- du recours à l'emprunt	1 604 304 €

## B) Tableau des effectifs

Grades	Situation réelle au 01/01/2010		Modifications en 2010		Observations	Nombre de promouvables au 01/01/10	Ratio proposé (délib. du 10/07/07)
	Pourvus	Non pourvus	Modifications	Après modifications			
Attaché principal	1		0	1		0	100 %
Rédacteur chef	1		0	1		0	100 %
Rédacteur	1		0	1		0	100 %
Adjoint administratif Principal de 1 <sup>ère</sup> classe	1		+1	2	Avancement de grade au 1/07/10	1	100 %
Adjoint administratif Principal de 2 <sup>ème</sup> classe	1		-1	0		0	100 %
Adjoint administratif de 1 <sup>ère</sup> classe	1		+2	3	Avancement de grades au 01/01/10	2	100 %
Adjoint administratif de 2 <sup>ème</sup> classe	4		-2	2		0	100 %
Garde-champêtre Principal	1		0	1		0	100 %
Technicien supérieur chef	1		0	1		0	100 %
Technicien supérieur territorial	1		0	1		0	100 %
Agent de maîtrise principal	1		0	1		0	100 %
Agent de maîtrise	1		0	1		0	100 %
Adjoint technique principal de 1 <sup>ère</sup> classe	0		+1	1	Avancement de grade au 01/07/10	2	100 %
Adjoint technique principal de 2 <sup>ème</sup> classe	4		-1	3		2	100 %
Adjoint technique de 1 <sup>ère</sup> classe	6		0	6		0	100 %
Adjoint technique de 2 <sup>ème</sup> classe	10		+1	11	Création d'un poste Au 01/07/10	0	100 %
ATSEM principal de 2 <sup>ème</sup> classe	3		0	3		1	100 %
ATSEM de 1 <sup>ère</sup> classe	1		0	1		0	100 %
Sous-total	39	0	1	40			
Temps non complet							
Adjoint administratif de 2 <sup>ème</sup> classe	1		0	1		0	100%
Educatrice principal de jeunes enfants	1		0	1		0	100 %
Adjoint technique de 2 <sup>ème</sup> classe	6		0	6		0	100 %
Adjoint du patrimoine de 2 <sup>ème</sup> classe	1		0	1		0	100 %
Adjoint d'animation de 2 <sup>ème</sup> classe	1		0	1		0	100 %
ATSEM de 1 <sup>ère</sup> classe	0		+1	1	Création d'un poste Au 1 <sup>er</sup> /09/10 30h30	0	100%
Sous-total	10		+1	11			
Auxiliaires							
Adjoint technique de 2 <sup>ème</sup> classe	11		+1	12	Recrutement au 01/06/10		
Contrat unique d'insertion (CAE, CA)	9		-1	8			
Sous-total	20		0	20			
<b>Total Général</b>	69	0	2	71			

Afin de mettre le tableau des effectifs en adéquation avec le personnel en place et pour faire face aux besoins, les modifications suivantes sont apportées avec effet :

**- suppression de poste :**

**Au 1<sup>er</sup> janvier 2010 (\*)**

2 postes d'Adjoint Administratif de 2<sup>ème</sup> classe

**Au 1<sup>er</sup> Juillet 2010(\*)**

1 poste d'Adjoint Administratif de 2<sup>ème</sup> classe

1 poste d'Adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe

Ces suppressions étant motivées par l'avancement de grades d'agents en place.

**- création de postes :**

**Avec effet au 1<sup>er</sup> Janvier 2010**

2 postes d'adjoint administratif de 1<sup>ère</sup> classe

**Avec effet au 1<sup>er</sup> Juillet 2010**

1 poste d'Adjoint Administratif principal de 1<sup>ère</sup> classe

1 poste d'Adjoint technique principal de 1<sup>ère</sup> classe

1 poste d'Adjoint technique de 2<sup>ème</sup> classe

**Avec effet au 1<sup>er</sup> septembre 2010**

1 poste d'ATSEM 1<sup>ère</sup> classe temps non complet 30h30

Ces créations étant motivées par des avancements de grades et par des nécessités de service.

Le projet de budget primitif de la Ville est soumis au vote.

Madame GINGAT et Monsieur COCHARD se retirent pour cette question.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO et de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 21 voix POUR et 4 abstentions, ADOPTE le budget primitif 2010.

#### **10-44) BUDGET PRIMITIF 2010 - CAMPING du « Vieux Châtel » -**

Rapporteurs : M. LE BESCO, Maire et Mme GIROUX, 2<sup>ème</sup> Adjointe.

Le budget annexe du camping du « Vieux Châtel », après étude par la Commission des finances et débat d'orientations générales du budget, est présenté au Conseil Municipal, étant précisé qu'il s'agit d'un service assujetti à la T.V.A., de sorte que le budget est présenté hors TVA.

Dépenses de Fonctionnement :	20 000 €
Recettes de Fonctionnement :	20 000 €
Dépenses d'Investissement :	néant
Recettes d'Investissement :	néant

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO et de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 23 voix POUR et 4 abstentions, ADOPTE le budget annexe du camping municipal du Vieux Châtel pour l'exercice 2010.

#### **10-45) BUDGET PRIMITIF 2010 - LOTISSEMENT de la GARE**

Rapporteurs : M. LE BESCO, Maire et Mme GIROUX, 2<sup>ème</sup> Adjointe.

Le Budget primitif du Lotissement de « La GARE » établi par la Municipalité après étude par la commission des finances, est présenté au Conseil Municipal.

Il peut se résumer de la façon suivante :

Dépenses de Fonctionnement :	1 153 481 €
Recettes de Fonctionnement :	1 153 481 €
Dépenses d'Investissement :	1 570 372 €
Recettes d'Investissement :	1 570 372 €

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO et de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE le budget primitif du lotissement de la Gare pour l'exercice 2010.



#### **10-46) BUDGET PRIMITIF 2010 - SERVICE DES EAUX**

Rapporteurs : M. LE BESCO, Maire et Mme GIROUX, 2<sup>ème</sup> Adjointe.

Le Budget primitif du Service des Eaux établi par la Municipalité, après étude par la commission des finances, est présenté au Conseil Municipal.

Il peut se résumer de la façon suivante :

Dépenses d'Exploitation :	256 771 €
Recettes d'Exploitation :	256 771 €
Dépenses d'Investissement :	1 115 732 €
Recettes d'Investissement :	1 115 732 €

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO et de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 23 voix POUR et 4 voix CONTRE, ADOPTE le budget primitif du service des eaux pour l'exercice 2010.

#### **10-47) BUDGET PRIMITIF 2010 - SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT**

Rapporteurs : M. LE BESCO, Maire et Mme GIROUX, 2<sup>ème</sup> Adjointe.

Le Budget Primitif du Service de l'assainissement établi par la Municipalité, après étude par la commission des finances et le débat d'orientations générales du budget, est présenté au Conseil municipal.

Il peut se résumer de la façon suivante :

Dépenses d'Exploitation :	191 242 €
Recettes d'Exploitation :	191 242 €
Dépenses d'Investissement :	893 636 €
Recettes d'Investissement :	893 636 €

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO et de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 23 voix POUR et 4 voix CONTRE, ADOPTE le budget primitif du service de l'assainissement pour l'exercice 2010.

#### **10-48) TELEPHONIE MOBILE - ANTENNE BOUYGUES TELECOM – AVENANT A LA CONVENTION**

Rapporteurs : M. LE BESCO, Maire et Mme GIROUX, 2<sup>ème</sup> Adjointe

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que, par délibération n° 99-12 en date du 22 février 1999, le Conseil Municipal a autorisé la Société de téléphonie mobile

Bouygues Télécom à implanter des antennes dans le clocher de l'église de Combourg et a autorisé le Maire à signer une convention (pour une durée de 10 ans) précisant les conditions de l'autorisation et a pris l'engagement d'investir dans des travaux d'entretien de l'église paroissiale.

Par un courrier du 3 mars 2010, la société Bouygues Télécom informe que la redevance pour l'année 2010 baissera de 4.10 % par rapport à sa valeur de 2009 .Cette baisse est due à une diminution de l'indice du coût de la construction qui a été choisi comme référence dans notre contrat.

Pour pallier à cette baisse significative de loyer, la Société Bouygues Télécom propose un avenant au contrat initial. Deux propositions sont faites :

- choix 1 : Remplacer l'indice ICC actuel par l'indice IRL (Indice de Référence des loyers) qui garantit des évolutions de redevances proportionnées à l'inflation. Le loyer 2010 se trouverait majoré de 0.32 % par rapport à 2009, les loyers des années suivantes varieront de la même façon que l'IRL
- choix 2 : indexer la redevance sur un taux fixe annuel de 1.5 %. Le loyer 2010 se trouverait majoré de 1.5% par rapport à 2009, les loyers des années suivantes augmenteront annuellement de 1.5 %.

La commission finances, réunie le 25 mars 2010, a émis un avis favorable à la solution n° 2.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de se conformer à cet avis et d'autoriser le Maire à signer l'avenant à intervenir.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition et AUTORISE le Maire à signer l'avenant à intervenir.

#### **10-49) TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT ET D'EFFACEMENT DES RESEAUX – LOT N° 1 – AVENANT N°1 -**

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que, dans le cadre des travaux de « Renouvellement et d'Effacement des Réseaux Divers », marché à appel d'offre ouvert, l'entreprise **DLE OUEST** de Rennes (35), titulaire du **lot n° 1 – Assainissement EP-EU et d'Adduction d'Eau Potable** - a présenté un avenant en plus value d'un montant de **59 297.50 € H.T** mentionnant :

*\* Le renouvellement de la conduite d'Adduction d'Eau Potable qui alimente le Château d'Eau, Avenue de la Libération, ainsi que des travaux supplémentaires sur le marché de base (branchements Eaux Pluviales et Eaux Usées sur diverses voies- travaux de terrassement)*

Le montant du marché initial de **892 335.60 € H.T.**, soit **1 067 233.38 € T.T.C.**, se trouve porté à la somme de **951 633.10 € H.T.**, soit **1 138 153.19 € T.T.C.** (représentant une augmentation de **6.65 %**)

Le 25 mars 2010, cet avenant a été présenté à la Commission d'Appel d'Offres (CAO) qui a émis un avis favorable à l'acceptation de cet avenant.

Conformément à l'article L2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, indiquant que le Maire est chargé d'exécuter les décisions du Conseil Municipal et en particulier de souscrire les marchés, Madame GIROUX propose au Conseil Municipal d'accepter l'avenant de l'entreprise **DLE OUEST** de Rennes et d'autoriser le Maire à le signer.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition et AUTORISE le Maire à signer l'avenant à intervenir.

#### **10-50) TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT ET D'EFFACEMENT DES RESEAUX – LOT N° 1 – AVENANT N°2 -**

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que, dans le cadre des travaux de « Renouvellement et d'Effacement des Réseaux Divers », marché à appel d'offre ouvert, l'entreprise **DLE OUEST** de Rennes (35), titulaire du **lot n° 1 – Assainissement EP-EU et d'Adduction d'Eau Potable** - a présenté un avenant **en moins value** d'un montant de - **34 548.30 € H.T** mentionnant :

- *Regard et grilles d'Eau Pluviales rue de Melesse*
- *Passages caméra*
- *Grilles et branchements d'Eau Pluviales et Eaux Usées rue de Dingé*
- *Travaux sur bassin*

Compte tenu de l'avenant n° 1 (+ 59 297 € H.T.) exposé précédemment, le montant du marché initial de **892 335.60 € H.T.**, soit **1 067 233.38 € T.T.C.**, se trouve porté à la somme de **917 084.80 € H.T.**, soit **1 096 833.42 € T.T.C.** (représentant une diminution de - **3.87 %** par rapport au marché initial)

Conformément à l'article L 2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, indiquant que le Maire est chargé d'exécuter les décisions du Conseil Municipal et en particulier de souscrire les marchés, Madame GIROUX propose au Conseil Municipal d'accepter l'avenant de l'entreprise **DLE OUEST** de Rennes et d'autoriser le Maire à le signer.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition et AUTORISE le Maire à signer l'avenant à intervenir.

**10-51) ACHAT DE MOBILIER POUR DE NOUVEAUX LOCAUX SCOLAIRES – AVENUE DES CYTISES – DOTATION GLOBALE D'EQUIPEMENT DES COMMUNES - EXERCICE 2010**

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que la Dotation Globale d'Equipement (D.G.E.) est une aide financière de l'Etat allouée à l'ensemble des communes de 2 000 habitants au plus, aux communes de 2 001 à 20 000 habitants dont le potentiel fiscal par habitant est inférieur à 1 130,615828 €.

Combourg est éligible à la D.G.E. qui permet de financer en partie 4 catégories d'opérations à savoir :

- les bâtiments scolaires
- les bâtiments publics
- les équipements de sécurité
- les opérations dues à des événements imprévisibles ou urgentes

Les travaux de l'école élémentaire arrivent à échéance en juin 2010, dans le cadre de cette extension de classe, il a été décidé de meubler les salles de classe et d'études.

L'achat de mobilier s'impose dans ces nouveaux locaux :

Au 1<sup>er</sup> étage :

- Dans les 2 salles d'études : 60 tables (dont 16 déjà en stock à la ville), 60 chaises (dont 14 déjà en stock à la ville), 2 bureaux de maître, 2 fauteuils de maître, 2 armoires, 2 bibliothèques et 2 tableaux

Au 2<sup>ème</sup> étage :

- 3 salles de classe : 90 tables, 90 chaises, 3 bureaux de maître, 3 fauteuils de maître, 3 armoires, 3 bibliothèques et 3 tableaux
- Salle de documentation : 1 armoire, 6 tables pliantes et 24 chaises pliantes

### Tableau financier :

DEPENSES HT		RECETTES HT	
<b>Devis MOBILIER à la CAMIF collectivités A Rennes</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- 5 tableaux</li><li>- 5 bureaux de maître</li><li>- 5 fauteuils de maître</li><li>- 6 armoires</li><li>- 134 tables</li><li>- 136 chaises</li><li>- 5 Bibliothèques</li><li>- 6 tables pliantes</li><li>- 24 chaises pliantes</li></ul>	<b>23 567.00 €</b>	<b>Subvention DGE (25% du montant HT)</b>	<b>5 891.75 €</b>
		<b>Autofinancement</b>	<b>17 675.25 €</b>
<b>TOTAL HT</b>	<b>23 567.00 €</b>	<b>TOTAL HT</b>	<b>23 567.00 €</b>

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de demander une subvention dans la catégorie « **Bâtiments Scolaires** » : Acquisition de premier équipement et matériel pour l'aménagement de nouvelles classes et salles situées à l'Ecole élémentaire, avenue des Cytises, **soit un montant HT de 23 567.00 €.**

Cette opération sera financée de la façon suivante :

- Subvention DGE 25%	5 891.75 €
- Autofinancement	17 675.25 €

Entendu l'exposé de Mme GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition

### **10-52) EQUIPEMENT DE SECURITE SUITE A DES TRAVAUX DE VOIRIE AVENUE DE LA LIBERATION – DOTATION GLOBALE D'EQUIPEMENT DES COMMUNES - EXERCICE 2010**

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX informe le Conseil Municipal que la Dotation Globale d'Equipement (D.G.E.) est une aide financière de l'Etat allouée à l'ensemble des communes de 2 000 habitants au plus, aux communes de 2 001 à 20 000 habitants dont le potentiel fiscal par habitant est inférieur à 1 130,615828 €.

Combourg est éligible à la D.G.E. qui permet de financer en partie 4 catégories d'opérations à savoir :

- les bâtiments scolaires
- les bâtiments publics
- les équipements de sécurité
- les opérations dues à des événements imprévisibles ou urgentes

Par délibération en date du 24 février 2010, il a été décidé de retenir le cabinet A'DAO de Rennes concernant une étude portant sur des travaux de voirie urbaine, à savoir 4 voies ou portions de voie distinctes :

- L'avenue de la Libération
- La rue de Melesse (section Av des Acacias à Rue Jules Corvaisier)
- La route de Dingé en agglomération
- La route de Lourmais en agglomération

L'avancement de cette étude met en exergue la nécessité d'éléments de sécurité sur l'avenue de la Libération, ces éléments pouvant être proposés au titre de la D.G.E. A savoir :

1. La réduction de la vitesse en entrée d'agglomération : la création d'ilot séparateur en pavés résine
2. Gestion du carrefour Libération/Tramel :
  - a. Création d'un plateau surélevé de 1735 m<sup>2</sup> avec différenciation des matériaux
  - b. Mise en place potelets et barrières de dissuasion
3. Gestion du carrefour Libération/Corvaisier :
  - a. Création d'un giratoire surélevé de 674 m<sup>2</sup>
  - b. Anneau et ilots franchissables en granit type ascodal
4. Gestion de l'intermodalité des piétons et 2 roues : création de 1900 ml de piste cyclable sécurité en enrobé hydro-décapé

**Tableau financier :**

DEPENSES HT		RECETTES HT	
1) Réduction de la vitesse en entrée d'agglomération	8 400.00 €	Subvention DGE (25% du montant HT) Plafond de dépenses de 100 000 €	25 000.00 €
2) Gestion du carrefour Libération/Tramel	36 144.50 €		
3) Gestion du Carrefour Libération/Corvaisier	23 703.80 €	Autofinancement	120 225.30 €
4) Gestion de l'intermodalité des piétons et 2 roues	76 977.00 €		
TOTAL HT	145 225.30 €	TOTAL HT	145 225.30 €

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de demander une subvention dans la catégorie « **Equipements de sécurité** » : Travaux d'amélioration de la voirie en centre bourg pour la sécurité des usagers, **soit un montant HT de 145 225.30 €**

Cette opération sera financée de la façon suivante :

- Subvention DGE 25%	25 000,00 €
- Autofinancement	120 225,30 €

Entendu l'exposé de Mme GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition

### **10-53) OFFICE DU TOURISME – BILAN ANNUEL 2009**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle que, par délibération n° 97-101 en date du 30 juin 1997, le Conseil Municipal a confié à l'Office du Tourisme de Combours les missions de service public relatives au tourisme dans le cadre de la loi n°92-1341 du 23 décembre 1992 portant répartition des compétences dans le domaine touristique.

D'autre part, par délibération n° 99-22 en date du 22 février 1999, le Conseil Municipal a approuvé une convention arrêtant les missions confiées et les relations entre la Ville et l'Office du Tourisme.

Conformément à l'article 5 de ladite convention, l'Office du Tourisme a transmis son bilan et son rapport financier relatifs à l'exercice 2009, ces deux documents ayant été préalablement approuvés par l'Assemblée Générale de l'Association. Le rapport financier, quant à lui, a fait l'objet du rapport de contrôle des contrôleurs financiers.

Le bilan et le rapport financier de l'Office du Tourisme pour l'exercice 2009 sont présentés au Conseil Municipal pour approbation

Entendu l'exposé de M LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE le bilan et le rapport financier présentés par l'Office du Tourisme pour l'exercice 2009.

### **10-54) MISE A DISPOSITION D'UN VEHICULE PUBLICITAIRE**

Rapporteur : Mme Marylène QUEVERT, Adjointe

Madame QUEVERT rappelle au Conseil Municipal qu'en avril 2009, une convention a été passée entre la Commune et la société SECOM pour que celle-ci fournisse un véhicule gratuit dont le financement est assuré par la publicité.

Suite à la défection de la société SECOM, qui a cessé ses activités, il convient désormais de se tourner vers un autre partenaire. Les commissions « Affaires sociales » et « Communication » se sont réunies le 11 mars dernier pour choisir un nouveau partenaire.

Elles ont décidé de se tourner vers la société VISIOCOM qui présente des garanties de fiabilité et de très nombreuses références, notamment dans le nord du département.

Le véhicule mis à disposition serait un minibus de neuf places. Une liste non exhaustive des usages a été établie : pour le foyer-logement en priorité, pour les services administratifs ou les élus lors de réunions de groupe ponctuelles, pour le centre d'accueil de loisirs les mercredis, pour les navettes de la bibliothèque vers le site de Bécherel les vendredis, ainsi que pour les associations lors des congés de fin de semaine.

Les conditions d'utilisation de ce véhicule feront l'objet d'une convention entre la Commune et les utilisateurs.

Madame QUEVERT propose au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à signer la convention avec la société VISIOCOM pour la mise à disposition gratuite d'un minibus pour une durée de 3 ans.

Entendu l'exposé de Mme QUEVERT, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

#### **10-55) PROGRAMME VOIRIE 2010 – SECTEURS EN REGIE – VALIDATION DU PROJET (APD) ET DCE.**

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET expose au Conseil Municipal que, comme l'année précédente, le programme voirie 2010 fait, cette année, l'objet de deux maîtrises d'œuvre différentes. L'une assurée en régie pour les secteurs sans complexité ; et l'autre concédée au bureau d'étude A'DAO dans le cadre de la requalification urbaine conformément à la délibération n°10-17 du 24 février 2010.

Le Conseil Municipal est informé que, lors de la séance du Jeudi 4 Mars 2010, la Commission « Voirie, Infrastructures et Affaires Rurales », a établi le projet de programme voirie 2010, pour les secteurs en régie.

Suite à l'estimation établie par les services techniques communaux, il est proposé au Conseil Municipal le programme de voirie urbaine et rurale suivant :



Désignation des tranches	
Tranche ferme	TF Réfection de la voirie rurale: VC n°131 – Bénouin VC n°316 – La Morandière (traversée village) VC n°142 – Le Tertre Audie/La Morandière VC n°16 - Travers VC n° 129 - Les Verdières VC n°152 - Launay Pirieuc R.D. 794 / VC n°103 - Beaumont VC n° 139 - Hailand VC n°20 - La Haute Touche VC n° 17 - Route de Lourmais VC n° 448 - Tramel VC n°39 - Le Verger VC n° 41 - Les Rivières Réfection de la voirie urbaine : Parking du Terrain d'Honneur de Football – Route de Lourmais
Tranche conditionnelle 1	TC1 Réfection de la voirie rurale VC n°16 – Blandefalle

En raison des tarifs obtenus l'année dernière, il est décidé d'étudier 2 solutions techniques, à savoir Solution n° 1 : un traitement en Grave Bitume et Enduit, et solution n° 2 : enrobé à chaud. L'estimatif établi fait état des coûts suivants :

Désignation	Solution 1 Montant TTC	Solution 2 Montant TTC
RURAL 1 : VC n°131 – Bénouin	11 249.29 €	9 091.94 €
RURAL 2 : VC n°316 – La Morandière (traversée village)	15 820.57 €	12 641.72 €
RURAL 3 : VC n°142 – Le Tertre Audie/La Morandière	4 862.59 €	4 180.33 €
RURAL 4 : VC n°16 – Blandefalle	38 910.68 €	30 963.55 €
RURAL 5 : VC n°16 - Travers	31 452.96 €	25 095.26 €
RURAL 6 : VC n° 129 - Les Verdières	11 194.93 €	9 037.59 €
RURAL 7 : VC n°152 - Launay Pirieuc	18 890.47 €	15 482.95 €
RURAL 8 : R.D. 794 / VC n°103 - Beaumont	2 509.16 €	2 134.11 €
RURAL 9 : VC n° 139 - Hailand	3 322.88 €	2 754.96 €
RURAL 10 : VC n°20 - La Haute Touche	36 069.58 €	29 368.87 €
RURAL 11 : VC n° 17 - Route de Lourmais	104 133.94 €	86 524.63 €
RURAL 12 : VC n° 448 - Tramel	4 934.89 €	4 252.63 €
RURAL 13 : VC n°39 - Le Verger	5 606.02 €	4 527.35 €
RURAL 14 : VC n° 41 - Les Rivières	3 319.89 €	2 751.97 €
<b>Total Voirie Rurale</b>	<b>292 277.85 €</b>	<b>238 807.87 €</b>

URBAIN 1 ( <i>uniquement en enrobé à chaud</i> ) Parking du Terrain d'Honneur de Football – Route de Lourmais	24 381.11 €	
<b>Total Voirie Urbaine</b>	<b>24 381.11 €</b>	
<b>TOTAL VOIRIE REGIE</b>	<b>316 658.95 €</b>	<b>263 188.98 €</b>

Compte tenu du montant de l'estimation des travaux, la procédure de dévolution des travaux à retenir est celle de la procédure adaptée.

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal :

- D'approuver ce programme de travaux.
- De valider le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).
- D'autoriser M. Le Maire à lancer la procédure de marché de travaux sous la forme d'une procédure adaptée.

Il est rappelé que, par délibération n° 08-36 du 1 Avril 2008, le Maire est habilité à signer les marchés passés sous la forme d'une procédure adaptée.

Entendu l'exposé de M. LEBRET et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

#### **10-56) COMPTE RENDU DES MARCHES SIGNES PAR LE MAIRE DANS LE CADRE DE LA DELEGATION RELATIVE AUX MAPA SELON LA PROCEDURE ARTICLE 28 DU CODE DES MARCHES PUBLICS.**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Par délibération n° 08-36 en date du 1<sup>er</sup> Avril 2008 le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour l'attribution et la signature des marchés à procédure adaptée (MAPA).

Conformément à l'article L 2122-23, 4<sup>ème</sup> alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions prises du 16 Février au 31 Mars 2010

A ce titre, le Maire a attribué et signé les marchés suivants :

Tableau récapitulatif des marchés à procédure adaptée signés entre le 16 Février 2010 et le 31 Mars 2010			
Objet de la consultation	Nom de l'entreprise	Offre de prix HT	Montant Total TTC
1) RELEVES TOPOGRAPHIQUES – Route de Lourmais – secteur du Camping	Géomat de Fougères Jérémie Forgeoux de St Malo D2L Betali de Cessons Sévigné <b>SARL Letertre Géomètres de Dol de Bretagne</b>	1 960.00 € 3 985.00 € 1 998.00 € <b>1 100.00 €</b>	2 344.16 € 4 766.06 € 2 389.61 € <b>1 315.60 €</b>
2) Reprographie des dossiers de consultations des entreprises pour le projet de médiathèque (prix à l'unité)	SEVEN de St Jacques de la Lande ADA de Rennes <b>Tirex de Cesson Sévigné</b>	28.11 € 32.20 € <b>20.07 €</b>	33.62 € 38.51 € <b>24.00 €</b>
3) Maîtrise d'œuvre pour la restructuration du Presbytère	Michel Leverrier de Combourg <b>Jean-François Hubert de Combourg</b>	6 000.00 € <b>5 900.00 €</b>	7 176.00 € <b>7 056.40 €</b>

La proposition retenue figure en gras dans le tableau

Ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

### **10-57) DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE – Article L 2122-22 (15<sup>e</sup> alinéa) et L2122-23 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Par délibération n° 08-36 en date du 1<sup>er</sup> Avril 2008 le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22, 15<sup>ème</sup> alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour « exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme... ».

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions prises depuis la dernière réunion, à savoir :

- Arrêté n° 10S008T en date du 26 février 2010 (**DIA n° 5**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - o Parcelles AC n° 301 et n° 696 d'une superficie de 100 m<sup>2</sup> sises « 2, rue des Sports » et supportant une maison d'habitation.
- Arrêté n° 10.034U en date du 5 mars 2010 (**DIA n° 6**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :

- Parcelle AC 172p (lot 2) d'une superficie de 480 m<sup>2</sup> et la moitié du chemin indivise sise « rue de Malouas » et supportant un terrain constructible
- Arrêté n° 10.035U en date du 5 mars 2010 (**DIA n° 7**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - Parcelle AC 172p et 428 (lot 1) d'une superficie de 1340 m<sup>2</sup> et la moitié du chemin indivise sise « rue de Malouas » et supportant un terrain constructible
- Arrêté n° 10.036U en date du 5 mars 2010 (**DIA n° 8**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - Parcelle AC 172p d'une superficie de 3 450 m<sup>2</sup> et supportant une maison individuelle

Ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

#### **10-58) QUESTIONS ORALES (2e trimestre)**

Rapporteur : M. LE BESCO, Maire

Conformément à l'article 16 du règlement intérieur du Conseil Municipal, le point "QUESTIONS ORALES" est inscrit à l'ordre du jour étant précisé que l'article 16 précité prévoit que chaque Conseiller ne pourra poser qu'une seule question et qu'elle devra être limitée à des affaires d'intérêt strictement communal.

Les questions ne répondant pas à ces critères et déposées hors des délais prévus à l'article 16 du Règlement intérieur du Conseil Municipal ne pourront pas être prises en compte.

Aucune question n'a été posée.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22 H 45.

# **CONSEIL MUNICIPAL**

## **DU MERCREDI 7 AVRIL 2010**

**A 20 H 00**

---

### **DELIBERATIONS**

---

- 10-35) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
- 10-36) Communauté de Communes – Modification des statuts – Elargissement de la compétence « Aménagement de l'Espace »
- 10-37) Syndicat Départemental d'Energie 35 – Désignation d'un délégué
- 10-38) Remplacement de Mme Chevalier dans diverses commissions municipales et autres organismes
- 10-39) Cession à la Commune par l'Association Clément Emile Roques d'une partie de la parcelle AD n° 511 en rive du Lac Tranquille
- 10-40) Prime de service et de rendement (Filière technique)
- 10-41) Subventions communales – Exercice 2010
- 10-42) Taxe d'habitation – Taxe sur le foncier bâti et non bâti – Année 2010
- 10-43) Budget primitif de l'exercice 2010 – Ville
- 10-44) Budget primitif de l'exercice 2010 – Camping du Vieux Châtel
- 10-45) Budget primitif de l'exercice 2010 – Lotissement de la Gare
- 10-46) Budget primitif de l'exercice 2010 – Service des eaux
- 10-47) Budget primitif de l'exercice 2010 – Service de l'Assainissement
- 10-48) Téléphonie mobile – Antenne Bouygues Telecom – Avenant à la convention
- 10-49) Travaux de renouvellement et d'effacement des réseaux – Lot n° 1 – Avenant n° 1
- 10-50) Travaux de renouvellement et d'effacement des réseaux – Lot n° 1 – Avenant n° 2
- 10-51) Achat de mobilier pour de nouveaux locaux scolaires – Avenue des Cytises – Dotation Globale d'Equipement des Communes – Exercice 2010
- 10-52) Equipements de sécurité suite à des travaux de voirie – Avenue de la Libération – Dotation Globale d'Equipement des Communes – Exercice 2010
- 10-53) Office du Tourisme – Bilan annuel 2009
- 10-54) Mise à disposition d'un véhicule publicitaire
- 10-55) Programme voirie 2010 – Secteurs en régie – Validation du projet - APD et DCE
- 10-56) Compte-rendu des marchés signés par le Maire dans le cadre de la délégation relative aux MAPA – Article 28 du Code des marchés publics
- 10-57) Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (6° et 15° alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales
- 10-58) Questions orales (2° trimestre)

- Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
- Communauté de Communes – Modification des statuts – Elargissement de la compétence « Aménagement de l'Espace »
- Syndicat Départemental d'Energie 35 – Désignation d'un délégué
- Remplacement de Mme Chevalier dans diverses commissions municipales et autres organismes
- Cession à la Commune par l'Association Clément Emile Roques d'une partie de la parcelle AD n° 511 en rive du Lac Tranquille
- Prime de service et de rendement (Filière technique)
- Subventions communales – Exercice 2010
- Taxe d'habitation – Taxe sur le foncier bâti et non bâti – Année 2010
- Budget primitif de l'exercice 2010 – Ville
- Budget primitif de l'exercice 2010 – Camping du Vieux Châtel
- Budget primitif de l'exercice 2010 – Lotissement de la Gare
- Budget primitif de l'exercice 2010 – Service des eaux
- Budget primitif de l'exercice 2010 – Service de l'Assainissement
- Téléphonie mobile – Antenne Bouygues Telecom – Avenant à la convention
- Travaux de renouvellement et d'effacement des réseaux – Lot n° 1 – Avenant n° 1
- Travaux de renouvellement et d'effacement des réseaux – Lot n° 1 – Avenant n° 2
- Achat de mobilier pour de nouveaux locaux scolaires – Avenue des Cytises – Dotation Globale d'Equipement des Communes – Exercice 2010
- Equipements de sécurité suite à des travaux de voirie – Avenue de la Libération – Dotation Globale d'Equipement des Communes – Exercice 2010
- Office du Tourisme – Bilan annuel 2009
- Mise à disposition d'un véhicule publicitaire
- Programme voirie 2010 – Secteurs en régie – Validation du projet - APD et DCE
- Compte-rendu des marchés signés par le Maire dans le cadre de la délégation relative aux MAPA – Article 28 du Code des marchés publics
- Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (6<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales
- Questions orales (2<sup>e</sup> trimestre)